

La crise sans fin du productivisme agricole

F RUIT D'UNE COLLABORATION AVEC LE BUREAU D'ÉTUDES BASIC spécialisé dans l'analyse des chaînes de valeur et des coûts sociétaux, ce numéro plonge au cœur des blocages qui expliquent pourquoi la conversion écologique de l'agriculture française n'avance pas. Nous disposons désormais d'une documentation abondante sur les dégâts environnementaux causés par le modèle productiviste, et les risques associés pour la santé des agriculteurs et des consommateurs. Ces derniers s'attendent légitimement à une alimentation saine à un prix abordable ; les filières de qualité existent mais restent marginales et réservées aux plus aisés.

C'est son modèle dominant, dit « conventionnel », dopé aux intrants et aux produits phytosanitaires, qui enfonce le monde agricole dans l'impasse. Il soumet les agriculteurs à des règles du jeu dictées par d'autres, avec des exploitations prisonnières des chaînes de valeur où ce sont les autres qui leur dictent les conditions – les lois Egalim n'y ont rien changé à cet égard. Des exploitations toujours plus grandes et toujours moins nombreuses, exigeant des investissements toujours plus lourds et reposant sur des solutions insoutenables. La rentabilité économique les attend-elle au bout de la course ? Rien de moins sûr, sauf peut-être pour les plus grandes d'entre elles. Mais à quel prix, avec quelles conséquences pour nos territoires, pour l'environnement ?



Le problème est connu et si nous avons un message à faire passer, c'est que l'argument de la « viabilité économique », si souvent évoqué pour ne rien faire, mériterait d'être remis en question ou du moins étudié de plus près. En réalité, le modèle « conventionnel » n'est viable que grâce aux fonds publics. Cela ne veut pas dire que le problème du coût pour offrir à tous une alimentation saine et non polluante ne se pose pas. Mais que l'argent public est d'ores et déjà massivement mobilisé, et qu'il sert surtout à soutenir les acteurs les plus importants, accrochés coûte que coûte au modèle existant. D'où la fuite en avant de l'agriculture, vers des structures toujours plus grandes, toujours plus dépendantes des produits phytosanitaires.

Blocages systémiques et subsides mal orientés

Notre deuxième message est que pour comprendre les blocages qui contraignent les agriculteurs, il faut adopter un point de vue systémique, s'intéresser non pas aux seules exploitations mais à l'ensemble de la chaîne de valeur. Cette vision est développée dans l'entretien qui ouvre ce dossier, où le journaliste Nicolas Legendre décrit les difficultés concrètes des agriculteurs et des éleveurs qui voudraient changer de modèle. Isolés au sein du monde agricole, peu soutenus par les coopératives et les banques, en conflit avec le syndicat dominant contrôlé par les grandes exploitations exportatrices... Pour se lancer, il faut savoir résister aux pressions, avoir du capital et de solides compétences techniques. Finalement, l'auteur s'en remet au législateur et à la puissance publique pour débloquer la situation.

Une contribution importante est celle de Tristan Dissaux et Christophe Alliot, de la coopérative Basic déjà mentionnée. Ils y discutent les principales données de l'étude qu'ils ont réalisée pour le Secours catholique et d'autres organisations de la société civile^[1]. Dont cette donnée choc : en additionnant les soutiens directs et indirects accordés par la puissance publique, on arrive à près de 50 milliards d'euros chaque année ; un montant qui dépasse largement l'ensemble des bénéfices réalisés par le secteur agroalimentaire français. Les financements publics sont captés essentiellement par les acteurs dominants qui orientent le système. Et ce n'est pas tout : encore faudrait-il y ajouter les coûts portés par l'Etat

EN RÉALITÉ, LE MODÈLE AGRICOLE « CONVENTIONNEL » N'EST VIABLE QUE GRÂCE AUX FONDS PUBLICS

[1] « L'injuste prix de notre alimentation », septembre 2024.

pour réparer au moins une partie des dommages causés par le modèle productiviste.

Que voit-on en prolongeant les tendances actuelles, se demande Jean-Louis Rastoin dans l'article suivant ? Malgré le constat de son insoutenabilité, le modèle productiviste, dominant dans les pays riches, tend à se généraliser à l'échelle mondiale. Une tendance qui va se poursuivre si rien n'est fait pour l'infléchir. Certes, les modèles alternatifs existent, mais ils restent minoritaires. L'avenir est peut-être à la pluralité des modèles, mais une pluralité bien inégale, où le modèle polluant domine tous les autres. Sur le plan social, ce scénario « au fil de l'eau » représente la destruction de centaines de millions d'emplois dans les décennies à venir. En France aussi, des dizaines d'exploitations ne résistent pas à la concurrence internationale, et risquent d'être rachetées, avec un accroissement des tailles pour résultat.

Philippe Baret et Océane Duluins s'arrêtent de leur côté sur le jeu politique autour de la transition écologique de l'agriculture. La Commission européenne tente de débloquer la situation après plusieurs revers majeurs subis par le Pacte vert, comme l'échec du programme « De la ferme à la table », évoqué dans le n° 101 de la revue [2]. D'où sa récente initiative de mener un « dialogue stratégique » avec les représentants des organisations professionnelles et la société civile. L'initiative est louable mais semble trop focalisée sur la recherche de consensus à tout prix, alors que la conversion écologique a besoin d'arbitrages et de choix clairs.

Alors, quelles chances avons-nous d'infléchir la tendance ? Marie Drique rappelle que des propositions existent pour changer l'offre par la demande, renforcer la transition vers une agriculture capable d'assurer une alimentation saine pour tous. Sarah Cohen revient plus précisément sur une proposition qui a reçu beaucoup d'attention ces dernières années, à savoir une « sécurité sociale de l'alimentation », autrement dit des denrées alimentaires de qualité à des prix conventionnés, accessibles à tous grâce à des dispositifs qui reposent sur la redistribution des revenus. Des propositions existent donc, et de nombreuses expérimentations ont été lancées à l'échelle locale.

Bref, en l'état actuel, l'agroalimentaire français et européen semble toujours verrouillé. Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer de réclamer le changement, en proposant des solutions au fameux problème de « viabilité économique » des filières de qualité. ■

[2] « "De la ferme à la table" : les raisons d'un échec et comment rebondir », par Pierre-Marie Aubert, *L'Économie politique* n° 101, février 2024, p. 73-82.